

Pour l'enseignement supérieur, la collectivité nationale a dépensé 23,7 milliards d'euros en 2007. Cette dépense a été multipliée par 2,4 depuis 1980 (en prix constants).

En 2007, la dépense moyenne par étudiant s'élève à 10 150 euros, soit 36 % de plus qu'en 1980.

La collectivité nationale a consacré, en 2007, 23,7 milliards d'euros à l'enseignement supérieur, soit une augmentation de 3,5 % par rapport à 2006 (en prix constants). Depuis 1980, la dépense pour l'enseignement supérieur a connu une forte croissance, proche de 3,3 % en moyenne annuelle. Son poids dans la dépense intérieure d'éducation est passé de 14,6 % en 1980 à 18,9 % en 2007 (tableau 01).

L'accélération de cette croissance sensible à partir de 2006 est due d'une part à la prise en compte d'un périmètre élargi de toutes les activités de recherche en université, et d'autre part, à la réévaluation du coût des formations sanitaires et sociales relevant maintenant de la compétence des régions.

Sur l'ensemble de la période, la DIE au profit du supérieur a été multipliée par 2,4, mais face à un quasi-doublement des effectifs, la dépense moyenne par étudiant n'a augmenté que de 36 % (compte tenu des ruptures de séries en 1999 et en 2006), atteignant 10 150 euros en 2007. Dans le même temps, la dépense moyenne par élève du second degré augmentait de 63 %.

Les comparaisons internationales (qui reposent sur des données nationales pas toujours homogènes) montrent que la dépense annuelle moyenne par étudiant en France (11 000 équivalents-dollars en 2005, y compris les activités de recherche et de développement) est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (11 510 équivalents-dollars). Quant au coût moyen d'un étudiant estimé par l'OCDE de manière cumulée, sur l'ensemble de la durée de ses études

supérieures, il situe la France aussi en dessous de la moyenne (mais un certain nombre de pays, tels que les USA, ne participent pas à cet indicateur).

Les coûts moyens par étudiant sont très différents selon les filières de formation (graphique 02). Ils varient de 8 970 euros par an pour un étudiant d'université publique jusqu'à 13 880 euros pour un élève de CPGE. En IUT, la croissance des effectifs accueillis, aux côtés des formations préparant aux DUT, dans les préparations à la licence professionnelle explique en partie la baisse du coût moyen des élèves (9 020 euros en 2007).

Le coût théorique d'une scolarité de 18 ans menant sans redoublement à une licence est évalué à 131 190 euros en 2007. Une scolarité en 17 ans menant à un DUT reviendrait à la collectivité à 122 610 euros et à 131 290 euros pour un BTS.

La part de l'État est prépondérante dans le financement de la DIE pour le supérieur (72,9 % en 2007) ; la part des collectivités croît et atteint 10,7 %, celle des ménages étant de 9,0 %. Certaines aides directes ou indirectes, financées par l'État et qui bénéficient aux étudiants ou à leur famille, n'apparaissent pas dans la DIE pour l'éducation supérieure : elles sont d'ordre fiscal (majoration du quotient familial) ou non directement liées au statut étudiant (allocation logement social). Leur prise en compte (hors versements des régimes sociaux) porterait en 2007 le coût moyen d'un étudiant pour la nation de 10 150 euros à 11 270 euros.

Les montants des dépenses de la dernière année sont des montants provisoires. La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur comprend l'ensemble des dépenses pour les établissements publics et privés de la métropole et des DOM pour l'enseignement et les activités liées : oeuvres universitaires, administration, fournitures, bibliothèques universitaires, rémunération des personnels d'éducation en formation, etc. Elle ne comprend pas les activités de formation continue ni, jusqu'en 2006, le fonctionnement et l'investissement de la recherche des universités (mais elle retenait par contre l'ensemble des salaires des enseignants-chercheurs). À partir de 2006, et en raison de la nouvelle présentation des lois de finances dans le cadre de la LOLF, on retient l'ensemble des coûts de la recherche en université (personnel, fonctionnement et investissement) ainsi que l'ensemble des coûts des bibliothèques. L'indicateur international est présenté en équivalents-dollars convertis en utilisant les parités de pouvoir d'achat qui sont des taux de conversion monétaire permettant d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies.

Source : MEN-MESR-DEPP
Pour les comparaisons internationales : OCDE
Champ : métropole + DOM, ensemble

01 La dépense d'éducation pour le supérieur

métropole + DOM

	1980	1990	2000	2006	2007
DIE pour le supérieur*					
aux prix courants (en milliards d'€)	4,2	11,2	17,5	22,4	23,7
aux prix de 2007 (en milliards d'€)	9,9	14,8	20,2	22,9	23,7
Part dans la DIE (en %)	14,6	16,4	16,7	18,3	18,9
Dépense moyenne par élève*					
aux prix de 2007 (en €)	7 080	7 960	9 260	9 850	10 150
Structure du financement initial (en %) **					
État				73,9	72,9
<i>dont MEN et MESR</i>				65,8	64,9
Collectivités territoriales				9,5	10,7
Autres administrations publiques***				1,5	1,5
Entreprises				6,0	5,9
Ménages				9,1	9,0

* La DIE a été réévaluée (voir méthodologie indicateur 01) pour l'ensemble de la période 1980-2007.

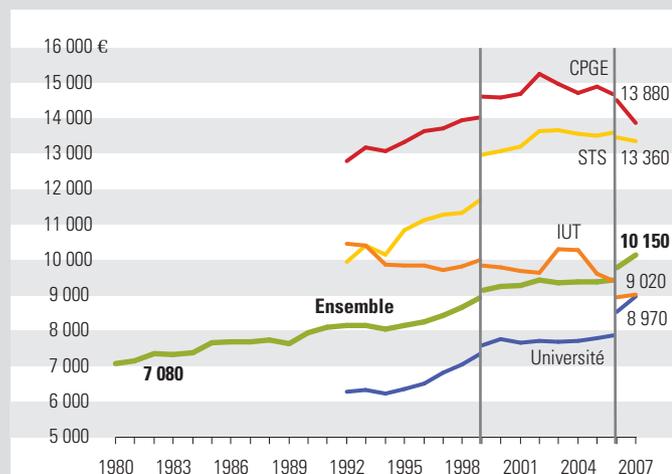
Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999.

** La structure du financement initial de l'enseignement supérieur a fait l'objet d'une nouvelle estimation à partir de 2003.

*** Y compris chambres consulaires (CCI, CM, CA, etc.)

Source : MEN-MESR-DEPP

02 Évolution de la dépense moyenne par étudiant aux prix 2007 (1980-2007)

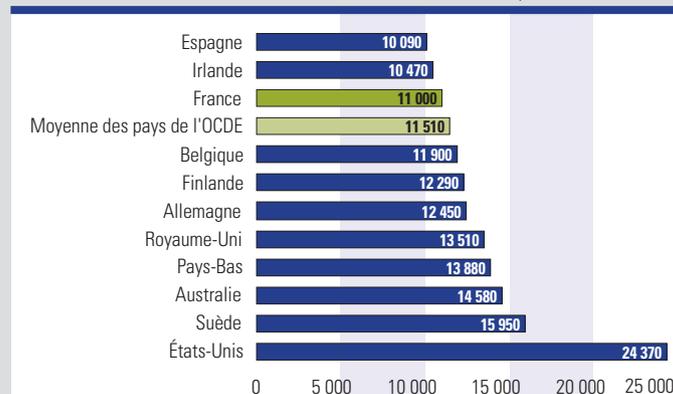


Ce graphique présente deux ruptures de série : en 1999, rupture due à la rénovation du Compte de l'éducation (métropole + DOM) ; en 2006, rupture due à la modification des règles budgétaires et comptables de l'État (LOLF)

Source : MEN-MESR-DEPP

Dépense moyenne annuelle par étudiant, y compris activités de recherche et développement

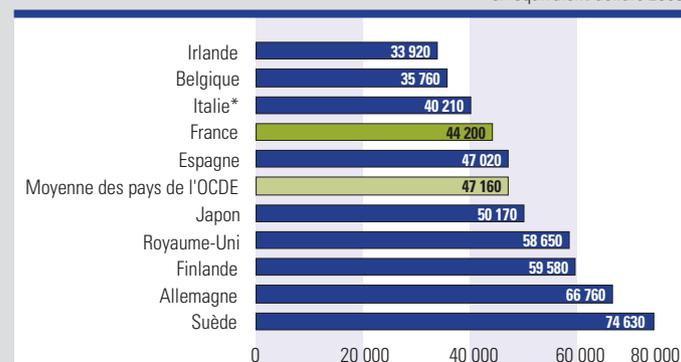
en équivalents-dollars 2005



Source : OCDE, édition 2008 de *Regards sur l'éducation*

Dépenses cumulées par étudiant, pendant la durée moyenne de ses études (y compris recherche)

en équivalent-dollars 2005



*Italie : établissements publics seuls

NB : les données sur la durée moyenne des études aux États-Unis ne sont pas disponibles

Source : OCDE, édition 2008 de *Regards sur l'éducation*